

que tous les députés seront d'accord là-dessus. Il fait constamment l'objet de pressions depuis trop longtemps.

On dit souvent que notre régime fiscal détruit notre éthique du travail. C'est sûrement le cas de bien des gens qui s'efforcent de gagner convenablement leur vie. Qui-conque visite les grandes et petites villes du Canada ne peut manquer de se demander parfois pourquoi les gens se donnent la peine de travailler, avec une fiscalité comme celle que nous avons actuellement.

● (1640)

Si, comme je le crois, nous avons les fonds nécessaires, nous devrions en rendre une partie aux Canadiens en vue de les encourager. Nous pourrions songer alors à stimuler l'économie. Nous pourrions songer également à restreindre les dépenses gouvernementales, car le gouvernement serait alors beaucoup plus conscient de l'importance des fonds disponibles. Cette mesure contribuerait à enrayer l'inflation. Cette réduction équivaudrait, pour la plupart des contribuables, à une épargne de \$50 à \$300 par personne au Canada. Ce serait une mesure tout à fait légitime à l'heure actuelle pour les raisons que je viens de donner.

J'ose espérer que le ministre des Finances songera sérieusement à donner suite à cette proposition que tous les partis à la Chambre seraient sûrement prêts à adopter rapidement. Si elle était adoptée, cette mesure fiscale aiderait certainement les Canadiens. Ils méritent bien qu'on les aide.

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Madame le président, le bill C-49 constitue ni plus ni moins qu'une certaine réforme de la fiscalité: enlever des taxes à quelqu'un, ou taxer quelqu'un, pour tenter d'en aider d'autres. Il s'agit d'un transfert d'argent d'une poche à l'autre.

Madame le président, en 1865, un président américain, Abraham Lincoln, reconnu probablement comme le président américain le plus important de l'histoire américaine, a prononcé un discours à l'occasion de la fameuse guerre du Sud contre le Nord. Je cite Abraham Lincoln parce que tout le monde parle des dépenses gouvernementales, dépenses que l'on voudrait voir diminuées au strict minimum, peu importe si cela augmentait le taux de chômage, si cela empêchait la construction au Canada ou le développement des richesses économiques et naturelles chez nous. Peu importe si cela retardait toute évolution au Canada, on voudrait, les conservateurs progressistes surtout, voir le gouvernement réduire les dépenses gouvernementales. C'est pour cela que je veux citer Abraham Lincoln, qui disait ceci:

[Traduction]

J'ai deux grands ennemis—l'armée sudiste devant moi, et les établissements financiers derrière moi. Celui qui est derrière moi n'est pas le moindre.

[Français]

C'est le président américain qui disait cela. J'aurais voulu entendre le chef de l'opposition dire cela aussi.

[Traduction]

Le gouvernement devrait imprimer et mettre en circulation toutes les devises voulues pour le pouvoir de dépense du gouvernement et le pouvoir d'achat des consommateurs.

[Français]

Madame le président, Lincoln n'était pas un fou, son ennui ce n'était pas l'armée devant lui, l'armée avec des fusils, mais les financiers derrière lui qui ne voulaient pas

Droit fiscal

agir selon les désirs du gouvernement. Je continue la citation:

[Traduction]

Le privilège d'imprimer et d'émettre des devises n'est pas seulement la prérogative suprême du gouvernement, mais aussi son moyen d'action plus important. Ainsi les citoyens pourront avoir, ils auront des devises aussi solides que l'est leur pays. L'argent cessera d'être leur maître pour devenir leur serviteur. La démocratie s'élèvera au-dessus du pouvoir de l'argent.

[Français]

Madame le président, Lincoln avait raison à ce moment-là, et on l'a critiqué pour avoir fait imprimer ce qu'on appelait des *green backs* pour financer la nourriture et le vêtement des soldats du Nord. Sait-on que c'est grâce à ces *green backs* qu'il a gagné la guerre? Ici, on va entendre tantôt l'honorable ministre, qui vient d'entrer, parler de questions financières, fiscales et autres, pour mettre en valeur le pétrole de l'Alberta. Il s'agit d'un problème monétaire, ce n'est pas un problème de sable bitumineux, ce n'est pas un problème de main-d'œuvre, de capacité physique, de capacité intelligente ou intellectuelle, c'est un problème d'argent. On n'en a pas.

Madame le président, on entend même, face à la nouvelle fiscalité, diminuer les taxes d'un secteur pour augmenter les taxes dans un autre secteur. En même temps, on nous parle d'inflation, de prix trop élevés parce qu'il y a rareté.

Le ministre de l'Agriculture n'est pas ici cet après-midi. C'est lui qui déclarait hier aux cultivateurs, comme je l'ai lu dans le journal: Vous produisez trop. Il y a trop de quoi manger. C'est pour cela que certaines gens crèvent de faim à Montréal, dans des petites municipalités, d'autres qui crèvent presque de faim en Gaspésie et dans la circonscription de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine...

M. Béchard: Non, ce n'est pas vrai.

M. Caouette (Témiscamingue): ... avec des chèques de pitance de \$145 par mois pour vivre, à Bonaventure même...

M. Béchard: Non, pas à Bonaventure.

M. Caouette (Témiscamingue): ... en Gaspésie, c'est pareil.

M. Béchard: Vous insultez les Gaspésiens.

M. Caouette (Témiscamingue): Non, je ne les insulte pas. C'est le système que vous continuez à appuyer ici que je blâme, pas les gens de chez vous. Mais je blâme le député de chez vous cependant, car il ne fait pas son devoir.

M. Béchard: Je remercie le député. Celui de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine ne s'absente pas pendant des mois cependant.

● (1650)

M. Caouette (Témiscamingue): Cela ne doit pas regarder le député de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine (M. Béchard). S'il veut savoir les raisons pour lesquelles je ne suis pas ici, je puis l'informer.

M. Béchard: Cela ne vous regarde pas également.